Envoi de publications canadiennes, contrat no 40008541 ÉTÉ 2002 VOLUME 12 NUMÉRO 1

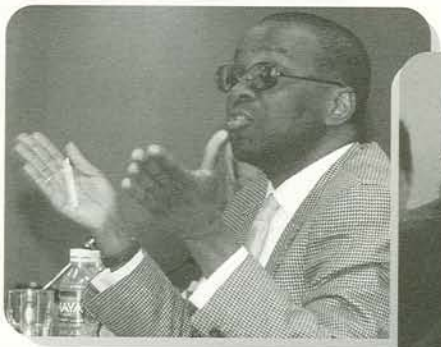
LIBERTAS

Voix du Sud

Groupe de réflexion annuel de Droits et Démocratie sur la promotion des droits humains et de la démocratie dans un contexte de terrorisme

Depuis les attentats du 11 septembre, les gouvernements investissent de plus en plus de temps et d'argent dans des mesures antiterroristes au détriment des programmes économiques et sociaux. La Déclaration et le Plan d'action de Vienne stipulent très clairement que la réalisation des droits humains est la première obligation des États. Nous devons nous assurer que les moyens adoptés pour combattre le terrorisme ne compromettent pas les principes fondamentaux des droits humains. Le 30 mai dernier, le Conseil d'administration de Droits et Démocratie était l'hôte, à Ottawa, du Groupe de réflexion sur la promotion des droits humains et de la démocratie dans un contexte de terrorisme. Des délégués d'organisations partenaires de partout dans le monde ont rencontré des représentants de gouvernements et d'organisations non gouvernementales du Canada afin de partager leurs points de vue sur les retombées des attaques du 11 septembre dans différentes régions du monde et pour recommander des stratégies visant à assurer que les mesures de sécurité ne deviennent pas un prétexte pour supprimer les droits humains fondamentaux.

Le groupe de réflexion annuel de Droits et Démocratie réunissait environ 100 représentants d'ONG canadiennes et internationales, y compris Amnistie internationale, Human Rights Watch, la Fondation canadienne des droits de la personne, la Ligue des droits et libertés, Développement et Paix, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, le Conseil canadien pour la coopération internationale et la Fédération vietnamienne, des représentants du ministère des Affaires étrangères, de l'Agence canadienne de développement international, du Comité sénatorial des droits de la personne et du Groupe de parlementaires pour les droits humains ainsi que des universitaires et des membres du corps diplomatique au Canada. Ces participants ont analysé les lois sur la sécurité actuellement en vigueur dans divers pays ainsi que leur incidence sur les libertés civiles et sur le travail des défenseurs des droits de la personne et de la démocratie. Ils ont discuté de la nécessité d'un juste équilibre entre la sécurité publique et la protection des libertés individuelles. Finalement, ils ont envisagé de nouvelles façons de s'assurer que le gouvernement du Canada et les gouvernements étrangers respectent leurs obligations en vertu du droit relatif aux droits humains et du droit humanitaire internationaux, dans un contexte de mesures de sécurité et antiterroristes accrues. Un rapport de ces discussions sera bientôt disponible sur notre site Internet.

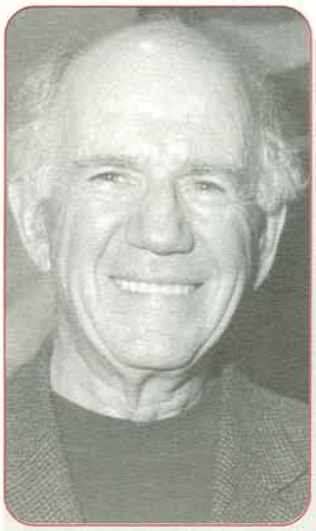


Des partenaires du Sud, comme Sivarasa Rasiah de l'organisation SUARAM (Suara Rakyat Malaysia ou Voix du peuple de Malaisie), ainsi que les membres du conseil Willy Mutunga du Kenya, Sofia Macher du Pérou et Vitit Muntarbhorn de Thaïlande, ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que, dans leur lutte au terrorisme, les gouvernements ne se contentent pas d'adopter de nouvelles lois sur la sécurité mais en profitent également pour réintroduire des lois répressives en contradiction avec le droit relatif aux droits humains. Pour éviter les décisions arbitraires et les abus politiques, les participants ont, d'un commun accord, prôné l'adoption d'une définition du terrorisme et ont appelé le mouvement international de protection des droits humains à discuter des causes du terrorisme et à former des coalitions pour veiller à ce que les États respectent les normes internationales des droits humains.

Droits et Démocratie
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Droits et Démocratie (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique) est une organisation indépendante canadienne investie d'un mandat international. Elle fait la promotion et la défense des droits de la personne et du développement démocratique définis dans la *Charte internationale des droits de l'homme*. En coopération avec la société civile et des gouvernements, au Canada et à l'étranger, Droits et Démocratie amorce et soutient des programmes qui visent à consolider les lois et les institutions démocratiques, principalement dans les pays en voie de développement.

1001, boul. de Maisonneuve Est, 11e étage, Montréal (Québec) Canada H2L 4P9 | Tél.: (514) 283-6073 | Téléc.: (514) 283-3792 | ichrdd@ichrdd.ca | www.ichrdd.ca



Message d'adieu

Chers amis,

Ces cinq dernières années que j'ai consacrées à la défense des droits humains en tant que président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique ont été tout simplement incroyables. Que de réalisations à l'échelle mondiale ! Et Droits et Démocratie est fier d'avoir participé à nombre d'entre elles : la création de la Cour pénale internationale, le Sommet des peuples de Québec, l'adoption de la Charte démocratique interaméricaine, la nomination du premier Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales des peuples autochtones, la participation de la société civile au processus de paix en République démocratique du Congo et la collaboration avec la Coalition d'ONG sur les droits des femmes en situations de conflit armé.

Il reste encore toutefois beaucoup de pain sur la planche, alors que les gouvernements adoptent des mesures répressives envers les défenseurs des droits humains, que des civils innocents sont toujours victimes des conflits armés, que les organisations de protection des droits humains voient leurs ressources s'effriter et qu'un nombre grandissant de gouvernements font passer le commerce international avant les droits humains. La façon dont nous défendons aujourd'hui les droits déterminera l'ordre mondial de demain.

Je tiens à remercier les nombreuses personnes qui défendent avec courage les droits de la personne. Elles ont été une grande source d'inspiration pendant mon mandat. J'aimerais également remercier les membres du Conseil d'administration, dont l'engagement envers Droits et Démocratie et la cause des droits humains a été exemplaire. J'ai aussi grandement apprécié et admiré le dévouement remarquable et infatigable du personnel de Droits et Démocratie. Je sais que cette organisation est en de bonnes mains et qu'elle continuera à défendre avec ardeur les droits humains et le développement démocratique partout dans le monde.

Warren Allmand

Visite du **secrétaire d'État** pour l'Amérique latine et l'Afrique à Droits et Démocratie

Le 22 mars 2002, le nouveau secrétaire d'État pour l'Amérique latine, l'Afrique et la Francophonie, Denis Paradis (ci-dessous en compagnie de la présidente du Conseil, Kathleen Mahoney), a rencontré des membres

du Conseil d'administration et du personnel de Droits et Démocratie à Montréal. Lors de cette rencontre, deux semaines avant une mission en Afrique en compagnie du premier ministre Jean Chrétien, en préparation du sommet du G8 qui doit avoir lieu en juin à Kananaskis, en Alberta, M. Paradis a recueilli les commentaires de Droits et Démocratie sur le *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique* (NOPADA) à l'ordre du jour du sommet.

Une militante nigériane **remporte le prix John-Humphrey pour la liberté**

Le prix John-Humphrey pour la liberté a été attribué cette année à Ayesha Imam. Il souligne sa contribution exemplaire au mouvement de défense des droits des femmes et en particulier les efforts qu'elle déploie pour s'opposer à l'application discriminatoire des nouvelles lois pénales de la charia au Nigéria, par l'entremise de BAOBAB for Women's Human Rights, un organisme de défense des droits des femmes. Malgré les menaces et le harcèlement dont elle a été victime, Mme Imam a mobilisé les organisations de la société civile du pays afin de protester contre l'utilisation des lois religieuses conservatrices pour perpétuer la violence contre les femmes.

« L'engagement d'Ayesha Imam envers le mouvement de défense des droits des femmes au Nigéria, dans toute l'Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que son courage sont une inspiration pour nous tous. Nous espérons que ce prix international permettra de mieux faire connaître les dangers auxquels font face les femmes et les jeunes filles sous ce régime restrictif de la charia », explique Kathleen Mahoney, présidente intérimaire et présidente du Conseil d'administration de Droits et Démocratie, qui a annoncé la décision rendue par un jury international.

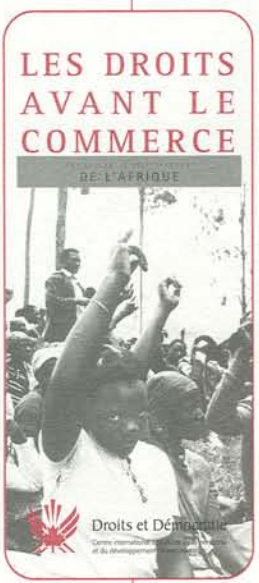
Le prix, qui est attribué chaque année par Droits et Démocratie, comprend une bourse de 25 000 $ et l'organisation d'une tournée de conférences au Canada. Il porte le nom du Canadien John Peters Humphrey, qui a préparé le premier projet de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il sera remis à Montréal, le mardi 10 décembre prochain, Journée internationale des droits de la personne. Pour de plus amples renseignements : www.ichrdd.ca ou avbiljou@ichrdd.ca.

M. Arthurs honoré par le Prix Killam

Lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Rideau Hall le 21 avril 2002, M. Harry W. Arthurs, membre du Conseil d'administration, a reçu le Prix Killam des mains de l'honorable Adrienne Clarkson, Gouverneure générale du Canada. Il s'agit de la récompense la plus prestigieuse au Canada soulignant l'excellence d'une carrière dans le domaine des sciences sociales. Professeur de droit à la faculté Osgoode de l'Université York, où il a occupé les postes de recteur de la faculté de droit (1972 à 1977) et de président de l'université (1985 à 1992), M. Arthurs recevait, une semaine plus tôt, un diplôme honorifique en droit du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

Le sommet du G8 et l'Afrique :
Les droits humains doivent avoir la priorité

Droits et Démocratie participera au G6B — Le Sommet populaire (www.g6bpeoplessummit.org) qui se déroulera à l'Université de Calgary du 21 au 25 juin. Le G6B désigne le groupe des six milliards, soit la population de la terre, qui veut faire entendre sa voix auprès des dirigeants des huit pays les plus industrialisés, qui se rencontreront pour parler de sécurité et de croissance économique en Afrique.



Le débat portera principalement sur le *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique* (NOPADA), un cadre stratégique de développement ébauché par certains chefs d'État africains. Toutefois, comme le souligne l'énoncé de principe que Droits et Démocratie a présenté au gouvernement du Canada, le NOPADA ne constitue pas une stratégie adéquate pour le développement de l'Afrique. Dans le document *Droits humains et développement démocratique en Afrique : Observations générales sur le développement de l'Afrique au seuil du nouveau millénaire en vue du Sommet du G8* (disponible à http://www.ichrdd.ca/frame.iphtml?langue=1), Droits et Démocratie soutient que la stratégie du G8 concernant la relance économique et le progrès en Afrique doit être fondée sur le droit au développement tel que défini par l'ONU — un concept qui comprend le développement économique, social, culturel et politique — en vertu duquel les droits humains et les libertés fondamentales doivent être entièrement réalisés. Bien que certains de ses objectifs soient très valables, le NOPADA ne comporte aucune stratégie qui permettrait d'atteindre les objectifs d'éradication de la pauvreté. Droits et Démocratie demande donc aux dirigeants du G8 de rejeter le NOPADA dans sa forme actuelle et d'axer leur politique relative à l'Afrique sur des mesures qui feraient en sorte que les règles commerciales, le financement du développement et l'annulation de la dette reposent sur des bases plus équitables.

Recommandations de Droits et Démocratie :

- La protection des droits de la personne, incluant les droits économiques, sociaux et culturels, doit être au centre de tout programme de développement pour l'Afrique et elle doit servir à orienter les politiques commerciales et d'investissement.
- La société civile doit être consultée relativement à tout programme de développement pour l'Afrique. Le NOPADA ne pourra prétendre à la légitimité tant que de telles discussions n'auront pas eu lieu.
- Une analyse sexospécifique des programmes ainsi que des politiques économiques et de développement en Afrique est essentielle pour assurer que les droits et les libertés des femmes seront réalisés.
- Tout plan de développement de l'Afrique doit accorder la priorité au financement de programmes de prévention et de traitement à grande échelle du HIV/sida.
- Les pays du G8 doivent aborder sérieusement les questions des conflits qui ravagent l'Afrique et user de leur influence pour favoriser les processus de paix déjà en cours — en particulier au Soudan, en République démocratique du Congo et en Angola.
- Les dirigeants du G8 doivent respecter les objectifs qu'ils ont eux-mêmes définis de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement et d'annuler la dette des pays d'Afrique les moins développés.

Droits et Démocratie a invité la consultante sur le développement du Sénégal Maréma Touré, une experte en sexospécificité et en développement, ainsi que le Nigérian Olisa Agbakoba, membre de Human Rights Law Service (HURI-LAWS), à participer au G6B afin d'y aborder certains des sujets mentionnés.

Nouvelles publications

- *Documentar las Violaciones de Derechos Humanos por los Agentes del Estado Violencia Sexual*, par Agnès Callamard, adapté pour les femmes autochtones par Pilar Rueda.
- *La femme dans la tourmente des guerres en R.D. Congo du 2 août 1998 au 30 septembre 2001 : Le Mémorial*, par Lisette Banza Mbombo et Christian Hemedi Bayolo.

Vous pouvez commander des exemplaires gratuits à publications@ichrdd.ca

La Cour pénale internationale :
enfin une réalité

Le jeudi 11 avril 2002, le monde célébrait la 60e ratification du Statut de Rome pour la création d'une Cour pénale internationale (CPI) permanente ayant la compétence de juger les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité à l'échelle internationale. M. Warren Allmand, président de Droits et Démocratie, a participé aux cérémonies organisées par les Nations Unies et a rendu hommage aux ONG et aux gouvernements progressistes à travers le monde qui ont travaillé avec acharnement pour que la Cour pénale internationale devienne une réalité.

Session d'ouverture de l'Instance permanente :
étape importante pour les droits des peuples autochtones

Plus de 1 000 représentants autochtones de partout dans le monde se sont donné rendez-vous à New York pour la première session de deux semaines de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Entérinée en 2000 par le Conseil économique et social de l'ONU, cette instance a pour mission de faire connaître les préoccupations des peuples autochtones. Elle se compose de 16 experts indépendants et se penche principalement sur des questions comme l'autodétermination, le gouvernement autonome et l'autonomie, la propriété intellectuelle et la diversité culturelle, les droits territoriaux et en matière de ressources ainsi que les visions du développement. Même si cette instance est considérée comme une étape importante dans la lutte pour les droits des autochtones, elle ne dispose malheureusement ni du budget ni des ressources humaines nécessaires pour mener à bien son mandat. M. Allmand et Marie Léger, coordonnatrice du programme Droits des peuples autochtones, ont participé à cette première rencontre ainsi qu'au séminaire sur l'autodétermination organisé par Droits et Démocratie le 18 mai à New York. Ce séminaire a permis aux représentants des gouvernements et d'organisations non gouvernementales ainsi qu'aux représentants autochtones d'échanger leurs points de vue respectifs et de discuter des répercussions de l'autodétermination.

Les Amis de Droits et Démocratie

Les « Amis de Droits et Démocratie » ont été créés pour permettre au public de participer à la promotion des droits humains et du développement démocratique dans le monde. En mai dernier, Droits et Démocratie a organisé une rencontre des « Amis de Droits et Démocratie » afin de mieux se faire connaître et d'obtenir du soutien. De nombreux sympathisants, députés, amis et ministres ont participé à la réception qui s'est déroulée à Ottawa au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Toutes ces personnes ont profité de l'occasion pour faire leurs adieux à Warren Allmand, dont le mandat de cinq ans a pris fin le 25 mai 2002. La présidente du Conseil Mme Kathleen Mahoney, les membres du Conseil et du personnel ainsi que Ed Broadbent, premier président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et ancien chef du Nouveau Parti démocratique du Canada, ont rendu hommage à M. Allmand pour son dévouement, son intégrité et son extraordinaire contribution à la cause des droits humains.

M. Allmand a rempli son propre formulaire d'inscription aux « Amis de Droits et Démocratie » et a encouragé toutes les personnes présentes à suivre son exemple. Droits et Démocratie espère atteindre son objectif de 1 200 amis d'ici Noël.
En haut, à droite : Ed Broadbent, Gisèle Côté-Harper, Clovis Demers, Kathleen Mahoney.
En bas : Joe Gunn, Alexa McDonough, Gerry Barr.

NOUVELLES BRÈVES

Akouété Akakpo-Vidah, agent régional pour l'Afrique et Carole Samdup, coordonnatrice adjointe du programme Mondialisation, ont participé à la conférence du Third World Network sur le NOPADA (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) qui a eu lieu du 23 au 27 avril à Accra, au **Ghana.** M. Allmand a prononcé le discours d'ouverture du symposium commémorant le 20e anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés, le 25 avril à **Edmonton.** Le 29 avril, en compagnie de Geneviève Lessard, coordonnatrice adjointe du programme Développement démocratique, il témoignait devant le Comité sénatorial sur les droits humains au sujet de la Charte démocratique interaméricaine. Akouété Akakpo-Vidah a participé au forum des ONG qui s'est tenu du 29 avril au 3 mai à Pretoria, en **Afrique du Sud,** dans le cadre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Le 3 mai, Stéphanie Rousseau a participé à une conférence sur la démocratisation organisée par l'IDEA, à **New York.** Les 4 et 5 mai, Akouété Akakpo-Vidah, Carole Samdup et Iris Almeida, directrice des programmes, ont organisé un atelier sur une approche intégrée des droits humains dans le développement à long terme de l'Afrique dans le cadre de la conférence de l'ACDI (Agence canadienne de développement international) portant sur *Le Canada et l'Afrique : Un nouveau partenariat* à **Montréal.** Le 8 mai, M. Allmand a prononcé un discours devant le Comité pour la justice sociale à **Montréal.** Du 10 au 17 mai, Ariane Brunet a participé à la conférence de solidarité internationale pour la mise en œuvre du jugement rendu par le Tribunal international des femmes contre les crimes de guerre, qui s'est tenue à **Tokyo.** Du 21 au 27 mai, elle a rencontré des groupes de femmes au **Kenya** pour le Fonds d'intervention d'urgence. Le 16 mai, Iris Almeida et Micheline Lévesque, agente régionale pour l'Asie, ont participé à un séminaire d'une journée sur les leçons tirées de la présence des Nations Unies au **Timor oriental,** donné au Centre Pearson pour le maintien de la paix de **Montréal.** Du 22 mai au 14 juin, Mme Lessard s'est rendue au **Mexique** afin de rencontrer des partenaires dans le cadre de l'étude sur le développement démocratique que Droits et Démocratie mène dans ce pays. Du 27 mai au 3 juin, Mme Rousseau est allée au **Pérou** dans le cadre d'une mission d'observation du premier référendum municipal sur un projet d'exploitation minière canadien. Madeleine Desnoyers a participé à l'assemblée générale de l'Organisation des États américains, qui s'est déroulée du 30 mai au 6 juin à la **Barbade.**

Libertas est une publication trimestrielle de Droits et Démocratie et est distribué gratuitement. *Libertas* est aussi disponible sur notre site à *www.ichrdd.ca.* Ses articles peuvent être reproduits, à la condition de citer la source et de faire parvenir une copie de la publication dans laquelle apparaît l'article à Droits et Démocratie. Le genre masculin est parfois employé à la seule fin de faciliter la lecture. Dépôt légal, deuxième trimestre 2002. ISSN 1027-0884.
Le centre de documentation de Droits et Démocratie est ouvert au public. S'il vous plaît prendre rendez-vous en composant le (514) 283-6073.
◑ **Rédaction :** Augie van Biljouw *(avbiljou@ichrdd.ca).* ◑ **Graphisme :** Laperrière Communication. ◑ **Traduction :** Idem Traduction.
Conseil d'administration : Kathleen Mahoney (présidente du Conseil), Harry W. Arthurs, John Fryer, Lydia A. Hwitsum, Suzanne Laporte, Sofia Macher, David Matas, Vitit Muntarbhorn, Willy Munyoki Mutunga, Michèle Rouleau.